Résolution présentée par la délégation du Kosovo

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne L'impact de la fuite des cerveaux sur les pays formateurs

L'Assemblée Générale,

Attristée par l'aversion qu'inspirent les migrants et la montée de l'extrême droite dans le monde,

Inquiète d'observer une fuite des savoirs des pays moins prospères vers des pays développés, profitant uniquement à ces derniers,

Constatant les coûts élevés de formation de futurs migrants, qui ne bénéficieront donc pas aux pays d'origines,

Soulignant que la fuite des cerveaux est un problème majeur dans de nombreux pays comme par exemple, en Angola ou au Guyana, où plus de 50% de leurs diplômés en médecine quittent leur pays pour aller enrichir des pays déjà riches et développés,

Préoccupée par le manque de personnes qualifiées dans les pays qui les ont pourtant formés, et notamment dans des domaines essentiels comme la technologie, la recherche scientifique, la finance ou encore la médecine,

Estimant que tout pays serait en droit d'en bénéficier, et en particulier ceux dont le taux de natalité faible et qui ont besoin de main d'œuvre comme le Japon (1,15 enfants par femmes), l'Italie (1,18 enfants par femmes) ou la Corée du Sud (0,95 enfants par femmes),

Appelant les gouvernements à être en faveur de cette résolution qui ne vise pas à faire des reproches aux pays accueillants, mais au contraire à réduire les inégalités entre nations et favoriser leurs échanges,

Décide d'instaurer un retour sur investissement des pays formateurs nommé *Participation aux Frais de Formation* (P.F.F.) ;

-de remettre les pays "fournisseurs de cerveaux" sur un pied d'égalité face aux pays profiteurs grâce à la grandeur du P.F.F et en la considérant comme une entraide et une facilitation des échanges entre pays ;

-d'assurer une amélioration de la qualité de vie ainsi que du niveau de formation des habitants des pays formateurs, sur le long terme, grâce aux investissements rendus possibles par ce don ;

-d'encourager les pays à reconnaître cette injustice en votant cette résolution.

Le texte français fait foi.